



Déclaration liminaire de la FSU CSAD du 30 juin 2023

Les révoltes que connaissent depuis quelques nuits certaines villes françaises montrent combien ce pouvoir divise le pays à force de mépris, d'arrogance et de violence.

Ainsi, malgré une mobilisation sociale historique de plusieurs mois, la réforme brutale, injuste et injustifiée des retraites a été imposée à un pays qui n'en veut pas et à une Assemblée nationale qui a été empêchée de voter. Ce déni démocratique incroyable ne peut conduire qu'à un désastre pour le pays, la société, la démocratie.

Il est vrai que les personnels de l'Éducation Nationale sont peut-être moins surpris que d'autres tant le mépris est leur lot quotidien depuis 6 longues années.

Mépris que d'avoir maintenu, malgré les avertissements des enseignantes et des enseignants, une inepte réforme du lycée et du baccalauréat qui montre aujourd'hui toute sa nocivité. Le ministre en est rendu à admettre qu'il faut maintenant reconquérir tout le 3^e trimestre et confie à un ancien recteur le soin de lui faire des propositions. La FSU peut lui faire gagner un temps précieux : fixons toutes les épreuves au mois de juin et remettons à plat la catastrophique réforme Blanquer.

Mépris encore que de refuser une revalorisation salariale générale des personnels, malgré les promesses du président-candidat. La mise en place du « Pacte », rejeté par toutes les organisations syndicales, ne répond en rien à la demande de revalorisation et constitue une attaque contre nos statuts. La FSU appelle tous les collègues à refuser de le signer et continue à exiger une revalorisation indiciaire massive afin de rattraper les énormes pertes de pouvoir d'achat subies depuis plus de 10 ans. Cette revalorisation permettra de restaurer l'attractivité de nos métiers. Attractivité qui s'effondre comme en témoignent les résultats catastrophiques des concours de recrutement.

Mépris toujours que cette volonté incompréhensible de vouloir généraliser le SNU en Seconde sur le temps scolaire. Les milliards que va coûter ce dispositif, aux relents passésistes et nauséabonds, seraient bien mieux employés ailleurs. Nos élèves n'ont pas besoin de musique qui marche au pas ou de clairon qui sonne mais de salles mieux isolées, de classes moins chargées, d'enseignants plus nombreux.

Mépris enfin que la réforme de la voie professionnelle qui s'apparente à une véritable liquidation avec la vision d'un enseignement professionnel qui se résumerait à la seule employabilité immédiate et avec la fermeture brutale des formations qui ne débouchent pas sur une insertion professionnelle rapide. La FSU, avec d'autres organisations syndicales, appelle au retrait de cette réforme.

La situation sarthoise, qui est l'objet de ce CSAD, reflète, à son échelle, toutes ces difficultés. Le nombre de postes non pourvus en lycée professionnel est considérable ; la technologie, rayée d'un simple trait de plume des horaires de 6^e, est sinistrée et le nombre de suppressions de postes s'annoncent massif pour l'année prochaine ; les lettres classiques ou l'allemand, victimes de la réforme du collège de 2016, continuent leur lente agonie ; des disciplines comme l'EPS font leur apparition dans le triste et sombre tableau des matières où les difficultés de recrutement commencent à poindre.

Il n'y a décidément rien à attendre de ce pouvoir qui préside avec constance, depuis 6 ans, au saccage de L'École républicaine. La FSU s'opposera, par tous les moyens possibles, à cette destruction, en soutenant les collègues dans leurs mobilisations, et en promouvant inlassablement son idéal d'une École républicaine réellement démocratique et émancipatrice.